

Julie CAPIALI

De: Joel GUITARD <joel.guitard@wanadoo.fr>
Envoyé: mardi 26 juin 2018 16:22
À: Julie CAPIALI
Objet: RE: Courrier Mme MARTINI

Bonjour Madame,

Vous voudrez bien trouver ci-dessous un courrier à transmettre à Mme MARTINI Commissaire Enquêteur sur le projet d'aménagement à Peynier.

Merci de m'accuser réception par Mme Martini

Joël Guitard

> Madame,

>

> Vous avez été désignée par le Tribunal Administratif de Marseille comme Commissaire Enquêteur sur l'enquête publique du projet d'aménagement de la Treille sur la commune de Peynier. Votre connaissance du dossier qui fait suite à votre présence sur l'enquête publique concernant le PLU de cette même commune ne peut que vous rendre attentive aux enjeux que comportent ce projet et à l'impact que sa mise en oeuvre aurait sur l'attention que porte à ce jour la société civile sur la nécessité de certains projets et leurs conséquences sur l'environnement,

>

> Le projet actuel se situe à 2 km du centre du noyau villageois et par la part d'urbanisation qu'il prévoit apparaît en contradiction avec les préconisations de la loi SRU qui incitent à la densification dans l'enveloppe urbaine avant l'artificialisation de foncier agricole. Cet élément a motivé l'avis défavorable de l'Etat en 2016. Cette remarque prend tout son sens pour l'implantation d'une maison de retraite à l'écart du village antinomique avec le vivre-ensemble dont l'importance est soulignée à bien des égards.

>

> Ce point est parfaitement relevé dans l'avis de l'Autorité Environnemental et dans celui de la CCIMP.

>

> Le développement du tertiaire, autre argument avancé pour justifier le projet , doit également être interrogé lorsque l'on connaît l'existence de 7000 à 8000m2 de bureaux, locaux...disponibles à la vente ou à la location (depuis des mois voire des années) sur la zone voisine de FUYEAU/GROUSSET/PEYNIER (nord CD6).

>

> L'urbanisation dense (65 bâtiments dénombrés, 116 logements) prévue sur un site auquel l'étude d'impact attribue "un jeu écologique fort" va à l'encontre par son ampleur, sa durée et ses impacts (malgré les recommandations envisagées mais sans garantie de leur application) de l'engagement pris dans le projet communal (pge 9 du PADD)de "sauvegarder des richesses naturelles à forte valeur écologique et environnementale".

>

> Est ce encore nécessaire d'évoquer la destruction, occasionnée par ce projet, d'hectares de terres agricoles irriguées dont le potentiel de production significatif (non-obstant les résultats d'une unique analyse de sols), la situation à proximité de bassins de vie permettraient de répondre aux enjeux du Projet d'Alimentation Territorial mis en avant par le département dans le publi-communiqué paru dans la Provence du 22 juin dernier.

>

> Ces quelques éléments pourraient encore être largement complétés par d'autres interrogations telles que :l'existence d'un appel à projet pour l'EPHAD, la capacité des équipements publics (réseau d'assainissement, station d'épuration..) à absorber les effluents, la possibilité de gestion des flux routiers engendrés mais nullement évoquée dans le dossier...son étude approfondie n'aura pas manqué de vous faire percevoir ces lacunes.

>

> Pour notre part et au vu de la faiblesse des éléments justifiant ce projet, de ses incidences fortes sur l'environnement et sa consommation importante de foncier agricoles, nous considérons que la phase Evitement de la séquence ERC à respecter par tout Maître d'Ouvrage n'a pas suffisamment été approfondie dans l'étude de ce projet. Sa réalisation ne pourrait qu'allonger la liste déjà conséquente des GPII (Grands Projets Inutiles Imposés)

>

> Nous faisons confiance à votre pertinence, à votre écoute et à votre respect de la parole de la société civile pour prendre, dans votre avis, la position qui s'impose.

>

> Veuillez agréer ,Madame, nos respectueuses salutations

>

> Joël Guitard

>

> .